

nante du Congrès national africain, en costumes impeccables et montres Gucci, dans les rangs desquels on compte deux femmes, pour le principe, doit se trouver aussi étrangère au cloaque de Khayelitsha que les concepteurs blancs de cette solution qui visait à endiguer l'afflux des Noirs au Cap. L'image du CNA répond aux attentes des Blancs, pas aux aspirations du sous-prolétariat. En bons diplomates, ils doivent convaincre leurs oppresseurs qu'ils ne sont plus les «terroristes» qu'on les avait obligés à devenir. Comme l'a fait observer un commentateur avec une ironie désabusée : «Du jour au lendemain, oppresseurs et terroristes font figure de centristes dans la politique sud-africaine.»

LA RAPIDITÉ DE CETTE MÉTAMORPHOSE POLITIQUE N'A PAS ENCORE PERMIS À ceux qui seront probablement tenus à l'écart de la nouvelle alliance d'en saisir les conséquences. Même les opprimés profitent un peu de la gloire de leurs dirigeants quand ceux-ci sont admis dans les allées du pouvoir. Mais la tendance à la réconciliation signifie que le désastre pointe sous la surface :

plus les anciens prisonniers se rapprochent de leurs geôliers, plus ils s'éloignent de leur propre base. Accroître son pouvoir en terre sud-africaine signifie perdre simultanément des soutiens. En restreignant l'éducation politique et en réprimant l'organisation de libération pendant des décennies, le régime de l'*apartheid* a semé le grain qui détruira même ses libérateurs. «Le Parti national et le CNA perdent rapidement de leur légitimité en fraternisant l'un avec l'autre,» exagère le sociologue américain Pierre van den Berghe qui, néanmoins, a le sentiment qu'à cause du *toenadering*, le terme afrikaans pour «rapprochement», le centre qui s'était élargi risque de se rétrécir.

La violence aveugle au Natal et ailleurs donne un avant-goût de l'anarchie qui est prête à émerger si le projet de charte équitable pour une société non raciste échoue. Combien de fois Mandela peut-il se permettre d'être ignoré quand il demande que l'on jette les armes à la mer ? Qu'importe les nobles tentatives déployées pour l'empêcher, le recours aux armes est la revanche inévitable de l'amère histoire sud-africaine. Ceux qui représentent les opprimés ont-ils conscience de cette dialectique ? Ou bien le goût du pouvoir les a-t-il aussi rendu aveuglés à l'ombre magique de la montagne de la Table ?

SI LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN AVAIT DEMANDÉ À UNE AGENCE DE RELATIONS publiques de concevoir une campagne pour discréditer le CNA, elle n'aurait pu rédiger meilleur scénario. Toutefois, le gouvernement et le CNA ont besoin l'un de l'autre maintenant. Aucun des deux ne peut s'offrir le luxe d'affaiblir un partenaire modéré de crainte que des rivaux extrémistes prennent le pouvoir et que l'Afrique du Sud sombre dans une guerre civile meurtrière. On rapporte qu'au cours d'un dîner, l'infatigable Pik Botha a essayé de convaincre son invité du CNA de la nécessité de l'idéologie de partenariat naissante en recourant à l'analogie suivante : «Nous sommes tous dans le même bateau et les requins qui rodent à gauche comme à droite ne feront pas de différence entre nous quand nous tomberons par dessus bord.» Mandela parle sinistrement du Parti national et du CNA comme des «principaux acteurs» et des «associés majoritaires», reléguant ainsi les rivaux minoritaires, opposés à l'hégémonie de son mouvement, de l'autre côté de la table.

Le dirigeant d'un ancien parti stalinien, qu'est le bras droit de Mandela, est devenu l'idée fixe des Blancs d'Afrique du Sud. De fait, des membres dévoués et intelligents du PCAS occupent la plupart des postes influents au sein du CNA et des syndicats, en tant que résistance séparée d'avant-garde. Révéler son appartenance secrète, comme ce serait normal dans un pays démocratique, pourrait embarrasser le PCAS. Cela reviendrait, en montrant son rôle prédominant dans le CNA, à donner raison à la propagande gouvernementale.

Ce que les Blancs d'Afrique du Sud n'ont pas encore compris, c'est que les récents événements ont transformé les idéologues de la rhétorique stalinienne en la force la plus pragmatique et la plus modérée du Congrès national africain. Avec un bloc soviétique qui recherche la paix et des investissements au lieu d'une révolution mondiale, les communistes sud-africains n'ont nulle part où aller sinon chez eux. Cette situation fait d'eux des alliés inattendus du projet de négociations de Pretoria. Le socialisme que professe le PCAS pour la deuxième étape, après que la démocratie aura été établie, dépend, selon les propres paroles de son dirigeant, Joe Slovo, des «forces sociales en présence» à ce moment-là. Autrement dit, cela met le socialisme en réserve : une fois que le capitalisme non raciste aura livré ses marchandises, les partis socialistes marxisants plutôt «daltoniens» rétréciront ou deviendront sociaux-démocrates, comme ailleurs dans le monde entier.

Grâce à son ancienne image radicale, la direction du PCAS peut entraîner une jeunesse sceptique dans le processus de négociation. De ce point de vue,

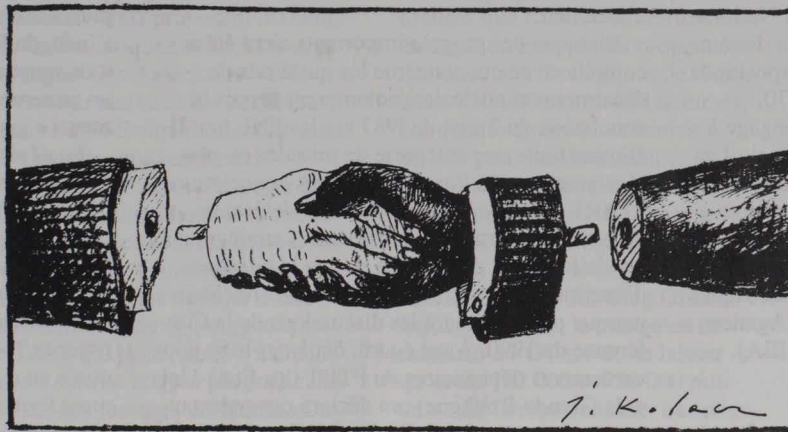
le gouvernement devrait accueillir les drapeaux rouges au lieu d'en avoir peur. Si quelqu'un peut empêcher un racisme à rebours latent de se concrétiser et faire qu'une attitude non raciste prévale, ce sont les marxistes classiques avec leur universalisme internationaliste. Là est le mérite historique des communistes sud-africains, malgré leur stalinisme antidémocratique.

Entre-temps, de nouveaux récits d'atrocités jadis commises par la police secrète défraient quotidiennement la chronique des journaux et les lecteurs, électrisés, ont du mal à faire la différence entre la réalité rapportée dans le *Cape*

*Times* et la fiction littéraire. Il serait important qu'une amnistie ne coupe pas court à la période des révélations. Il est essentiel, pour la nature de la nouvelle société dont les fondements moraux reposent sur une conscience historique juste, de déterminer la vérité. La phase des révélations n'a pas pour objectif d'établir la responsabilité pénale des différents auteurs des crimes, mais la responsabilité de la classe politique et de l'administration qui, en premier lieu, ont permis et encouragé les crimes. Si le nouvel ordre doit être différent de l'ancien qualitativement, il devra modifier ces cadres institutionnels et non les maintenir sous une nouvelle direction. Le Zimbabwe a commis cette erreur de conserver la législation d'urgence adoptée par son prédécesseur.

NOUS NOUS EXPLIQUONS ENCORE MAL COMMENT LES DIRIGEANTS DES VICTIMES de l'humiliation qu'est l'*apartheid* peuvent si facilement oublier que l'avenir est toujours prisonnier du passé. Peut-être ne montrent-ils pas d'amertume et ne crient-ils pas vengeance parce qu'ils n'ont pas à affirmer leur identité. Barbara Masekala, membre du CNA qui a passé l'essentiel de son exil aux États-Unis, a mis en évidence une différence cruciale en disant : «Le régime de l'*apartheid* n'a pas pu nous priver de notre culture, de notre langue et de notre patrimoine, ce qui n'est pas le cas des Noirs américains, que l'on a dépossédés de leur culture africaine.» Pour cette raison, conclut-elle, «le Noir sud-africain moyen n'est pas aliéné» et il n'y a pas, en Afrique du Sud, de polarisation raciale à l'américaine.

En d'autres termes, les Noirs d'Afrique du Sud ont été soumis mais pas vaincus spirituellement. Par son attitude et son discours, Nelson Mandela fait preuve d'une fierté et d'une assurance qui égalent celles de ses oppresseurs. Il a même appris leur langue méprisée, mais pas pour gagner un droit d'entrée en tant que sujet colonisé. La conscience noire et un sentiment d'identité débarrassé du complexe d'infériorité propre à une mentalité d'esclave intériorisée n'ont fait que réaffirmer un authentique antiracisme chez les activistes noirs de toutes tendances politiques. Il n'y a pas de racisme à rebours chez les Noirs. C'est cet universalisme, qui transcende l'étroitesse de l'esprit de groupe, que le gouvernement sud-africain connaît pour la première fois. C'était une condition *sine qua non* de la remarquable modération. □



Jerry Kobacz